

A.P.A.S.E

**Siège social : 33, rue Des Landelles
35510 CESSON-SEVIGNE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A.P.A.S.E

**Siège social : 33, rue Des Landelles
35510 CESSON-SEVIGNE**

SOMMAIRE

-	RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS	1 à 4
-	COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024	5 à 37

A.P.A.S.E

**Siège social : 33, rue Des Landelles
35510 CESSON-SEVIGNE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31 décembre 2024

Aux membres de l'Association APASE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association APASE, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent, en vertu de ces normes, sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes, relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 du code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées, s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « concours publics et subvention d'exploitation » de l'annexe décrit le traitement comptable retenu pour la comptabilisation des concours publics et des subventions d'exploitation. Nos travaux ont consisté à examiner les décisions de leur attribution et à vérifier par sondage l'application de la méthode décrite dans l'annexe.

Par ailleurs, la note « Fonds dédiés » de l'annexe décrit le traitement comptable retenu pour la comptabilisation des Fonds dédiés. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par votre association décrite dans l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondages l'application de cette méthode.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels, ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires, relatives à la continuité d'exploitation, et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé, conformément aux normes d'exercice professionnel, permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs, et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude, est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit, afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues, et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations le concernant, fournies dans les comptes annuels ;

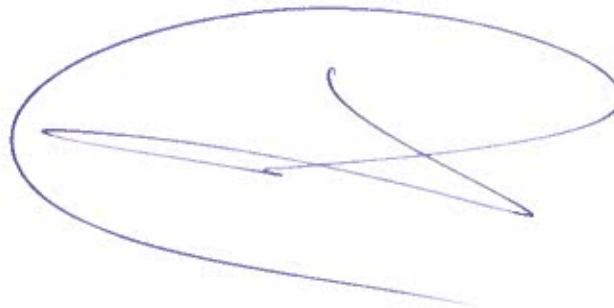
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements, ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs, pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels, au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels, et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents, de manière à en donner une image fidèle.

Fait à SAINT BRIEUC, le 28 mai 2025

Le Commissaire aux comptes

S.A.S. FITECO

Représenté par Cédric GOURET



A.P.A.S.E

**Siège social : 33, rue Des Landelles
35510 CESSON-SEVIGNE**

COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31 décembre 2024

APASE

TOUS

33 rue des Landelles
35510 - CESSON-SEVIGNE

Tél : 02 23 30 09 50

Fax : 02 23 30 09 51

BILAN COMPTABLE

EXERCICE 2024

Visé par le Commissaire aux Comptes

ACTIF		Arrêté au 31/12/2024		31/12/2023
		Durée 12 mois		12 mois
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruits				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeur	322 205,23	-120 479,81	201 725,42	225 911,11
Autres Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations Corporelles				
Terrains	744 420,00		744 420,00	744 420,00
Constructions	7 697 296,31	-2 278 191,28	5 419 105,03	5 487 957,34
Installations techniques matériel et outillage	46 459,15		46 459,15	50 105,95
Autres immobilisations corporelles	2 105 006,50	-1 589 558,44	515 448,06	416 266,22
Immobilisations corporelles en cours	106 220,42		106 220,42	131 379,15
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations Financières				
Participations et Créances rattachées	273 842,75		273 842,75	271 048,75
Autres titres Immobilisés	1 000 000,00		1 000 000,00	1 000 000,00
Prêts	3 500,00		3 500,00	3 800,00
Autres	69 806,01		69 806,01	106 648,05
TOTAL I	12 368 756,37	-3 988 229,53	8 380 526,84	8 437 536,57
Comptes de Liaison				
Comptes de Liaison				
TOTAL II				
Actif Circulant				
Stocks et en cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances et acomptes versés sur commandes	383,40		383,40	
Créances				
Créances redevables usagers et comptes rattachés	16 443,09		16 443,09	199 804,82
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	778 848,63		778 848,63	686 325,88
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement	3 199 987,43		3 199 987,43	
Instruments de trésorerie				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités				
Disponibilités	1 606 738,82		1 606 738,82	4 953 312,00
Charges constatées d'avance				
Charges constatées d'avance	67 571,42		67 571,42	75 243,17
TOTAL III	5 669 972,79		5 669 972,79	5 914 685,87
Frais d'émission des emprunts				
Frais d'émission des emprunts				
TOTAL IV				
Prime de remboursement des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
TOTAL V				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL GENERAL	18 038 729,16	-3 988 229,53	14 050 499,63	14 352 222,44

P A S S I F		Arrêté au 31/12/2024 Durée 12 mois	31/12/2023 12 mois
Fonds propres			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires		2 295,08	2 295,08
Fonds propres avec droit de reprise			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
Réserves pour projet de l'entité		5 265 192,82	5 169 385,04
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		5 265 192,82	5 169 385,04
Report à nouveau			
report à nouveau		695 408,83	-246 575,91
dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		-908 711,46	-1 647 957,32
dont report à nouveau sous gestion propre		1 604 120,29	1 401 381,41
Excédent ou déficit de l'exercice			
Excédent ou déficit de l'exercice		-367 776,22	1 037 792,52
dont résultat sous gestion propre			
dont résultat sous gestion contrôlée			
Situation nette (sous-total)			
Situation nette (sous-total)		5 595 120,51	5 962 896,73
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Subventions d'investissement		278 158,72	285 539,20
Provisions réglementées			
Provisions réglementées		7 499,93	7 499,93
TOTAL I		5 880 779,16	6 255 935,86
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs et donation			
Fonds reportés liés aux legs et donation			
Fonds dédiés			
Fonds dédiés		118 050,00	233 621,00
TOTAL II		118 050,00	233 621,00
Comptes de Liaison			
Comptes de Liaison			
TOTAL III			
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour risques		143 728,07	138 728,07
TOTAL IV		143 728,07	138 728,07
Dettes			
Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associés)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		4 227 083,60	4 461 163,78
Emprunts et dettes financières diverses			
Avances et acomptes sur commandes			
Avances et acomptes sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		446 980,94	409 805,08
Dettes des legs ou donations			
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes fiscales et sociales		3 038 824,81	2 836 721,28
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés		15 433,81	13 553,51
Autres dettes (d'exploitation)			
Autres dettes (d'exploitation)		176 765,38	
Instruments de trésorerie			
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
Produits constatés d'avance		2 853,86	2 693,86
TOTAL V		7 907 942,40	7 723 937,51
Ecarts de conversion Passif			
Ecarts de conversion Passif			
TOTAL VI			
TOTAL GENERAL		14 050 499,63	14 352 222,44

Compte de résultat

TOUS

	Arrêté au : Arrêté au 31/12/2024		Arrêté au 31/12/2023		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Ventes de Biens et Services						
Ventes de biens						
Ventes de prestations de services	1 440 312,97	6,56	1 322 373,68	6,08	117 939,29	8,92
Cotisations	276,00	0,00	264,00	0,00	12,00	4,55
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	21 960 863,52	100,00	21 745 605,63	100,00	215 257,89	0,99
Contributions des autorités administratives de tarification						
Versements des fondateurs ou consommation/dotation consompti						
Ressources liées à la générosité du public						
Dont Dons manuels						
Dont mécénat						
Dont Lega, donations & assurance-vie						
Dont Contributions financières						
Reprises/prov. & amort, transf. de charge			7 000,00	0,03	-7 000,00	-100,00
Utilisations de fonds dédiés	115 571,00	0,53			115 571,00	
Autres produits	595 907,35	2,71	606 355,23	2,79	-10 447,88	-1,72
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	24 112 930,84	109,80	23 681 598,54	108,90	431 332,30	1,82
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Achat de matières premières et autres						
Autres achats et charges externes	3 170 118,88	14,44	3 454 931,64	15,89	-284 812,76	-8,24
Impôts, taxes et versements assimilés	1 875 330,39	8,54	1 854 945,29	8,53	20 385,10	1,10
Salaires et traitements	13 328 627,66	60,69	12 806 822,36	58,89	521 805,30	4,07
Charges sociales	5 536 339,45	25,21	5 323 582,26	24,48	212 757,19	4,00
DOTATIONS D'EXPLOITATION						
Sur immobilisation :						
Dotations amortissements	550 033,89	2,50	482 748,82	2,22	67 285,07	13,94
Dotations aux provisions						
Sur actif circulant : dotations aux provisions						
Pour risques et charges : Dotations aux provisions	5 000,00	0,02			5 000,00	
Autres charges	31,51	0,00	17,07	0,00	14,44	84,59
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	24 465 481,78	111,40	23 923 047,44	110,01	542 434,34	2,27
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-352 550,94	-1,61	-241 448,90	-1,11	-111 102,04	46,01
Opération en commun						
Bénéfice attribué, perte transférée Total III						
Perte supportée, bénéfice transféré Total IV						
OPÉRATION EN COMMUN						
Produits financiers						
Produits financiers de participations			2 554,71	0,01	-2 554,71	-100,00
Autres valeurs mob., créances d'actif im.	38 034,04	0,17	43 000,00	0,20	-4 965,96	-11,55
Autres intérêts et produits assimilés	36 860,53	0,17	53 217,74	0,24	-16 357,21	-30,74
Reprises/provisions et transfert de char			222 090,00	1,02	-222 090,00	-100,00
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL V	74 894,57	0,34	320 862,45	1,48	-245 967,88	-76,66
Charges financières						
Dotations financières aux amortissements et provisions						
Intérêts et charges assimilés	48 825,34	0,22	47 228,61	0,22	1 596,73	3,38
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placem						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL VI	48 825,34	0,22	47 228,61	0,22	1 596,73	3,38
RESULTATS FINANCIERS	26 069,23	0,12	273 633,84	1,26	-247 564,61	-90,47
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	-326 481,71	-1,49	32 184,94	0,15	-358 666,65	-1 114,39
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion	20 679,22	0,09	295 784,61	1,36	-275 105,39	-93,01
Sur opération en capital	77 126,69	0,35	1 028 538,91	4,73	-951 412,22	-92,50
Reprises/provisions et transfert de char						
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL VII	97 805,91	0,45	1 324 323,52	6,09	-1 224 517,61	-92,61
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion	138 000,57	0,63	74 755,91	0,34	63 244,66	84,60
Sur opération en capital	1 099,85	0,01	243 960,03	1,12	-242 860,18	-99,55
Dotation aux amortissements et aux prov.						
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VIII	139 100,42	0,63	318 715,94	1,47	-179 615,52	-56,36

Compte de résultat

TOUS

	Arrêté au : Arrêté au 31/12/2024		Arrêté au 31/12/2023		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-41 294,51	-0,19	1 005 607,58	4,62	-1 046 902,09	-104,11
Participation des salariés						
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL IX						
Impôts sur les bénéfices						
IMPOTS SUR LES BENEFICES TOTAL X						
PRODUITS	24 285 631,32	110,59	25 326 784,51	116,47	-1 041 153,19	-4,11
CHARGES	24 653 407,54	112,26	24 288 991,99	111,70	364 415,55	1,50
SOLDE INTERMÉDIAIRE	-367 776,22	-1,67	1 037 792,52	4,77	-1 405 568,74	-135,44
Total XI						
Eng. à réaliser sur ressources affectés						
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs						
TOTAL XI						
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-367 776,22	-1,67	1 037 792,52	4,77	-1 405 568,74	-135,44

Visé par le Commissaire aux Comptes

Compte de résultat

TOUS

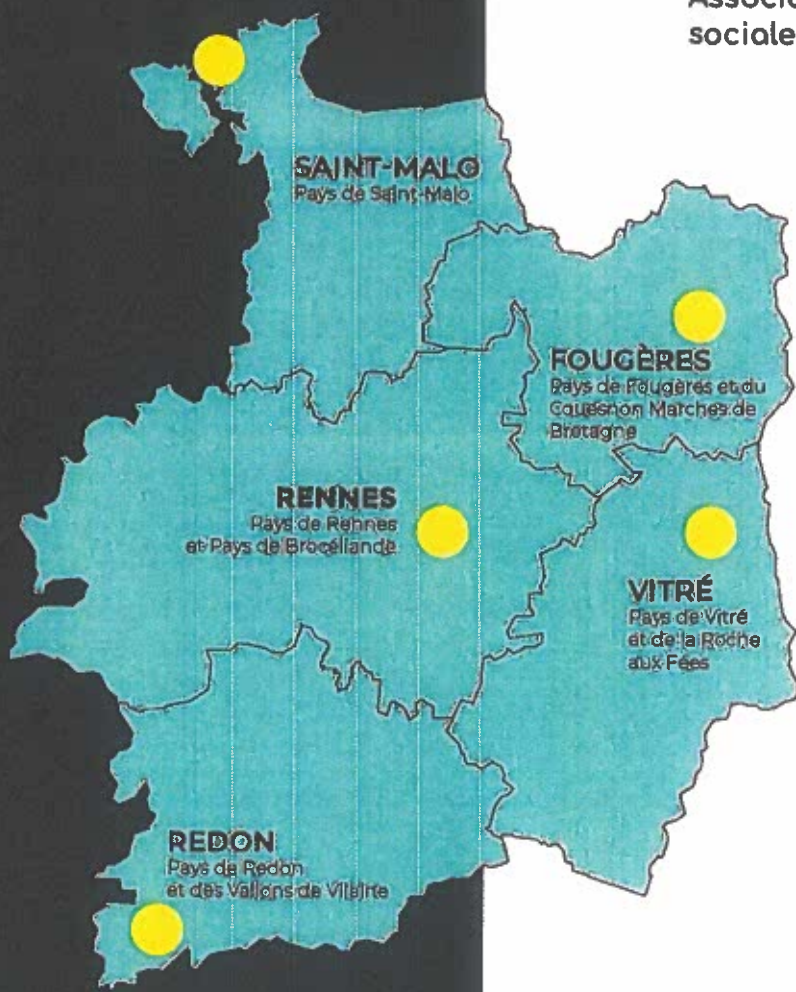
Arrêté au : 31/12/2024 31/12/2023 Variation						
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Contributions Produits						
Dons en nature	56 191,01	0,26	55 980,00	0,26	211,01	0,38
Prestation en nature						
Bénévolat	14 273,82	0,06	14 100,48	0,06	173,34	1,23
CONTRIBUTIONS PRODUITS	70 464,83	0,32	70 080,48	0,32	384,35	0,55
Contributions Charges						
Secours en nature						
Mises à disposition gratuite de biens et services	56 191,01	0,26	55 980,00	0,26	211,01	0,38
Prestations en nature						
Personnel bénévole	14 273,82	0,06	14 100,48	0,06	173,34	1,23
CONTRIBUTIONS CHARGES	70 464,83	0,32	70 080,48	0,32	384,35	0,55

Visé par le Commissaire aux Comptes



APASE

Association pour l'action
sociale et éducative



22,9 M€

DE BUDGET
TOTAL

Association
créée en

1970

20

administrateurs

9

membres

403

salariés répartis
sur

8

sites dont

3

à Rennes

2

à Saint-Malo

9

activités

Visé par le Commissaire aux Comptes

Rapport d'activité 2024

Sur le département d'Ille-et-Vilaine

4 200
enfants

suivis en 2024 par les services
Enfance Famille (MEP, AEMO, AGBF, EEC,
Espace de Rencontre).

4 500
adultes

bénéficiant en 2024 de protection ou
d'accompagnement (MJPM, MASP, SAVS,
Accueil Familial, ASLL, ISP).



ENFANCE / FAMILLE

MESURES CONTRACTUELLES

Évaluation éducative contractuelle
EEC

Mesure éducative personnalisée
MEP

MESURES JUDICIAIRES

Action éducative en milieu ouvert
AEMO

Mesure éducative personnalisée
MEP

Aide à la gestion du
budget familial
AGBF

Espace rencontre Enfants Parents
EREP



SOCIAL / MÉDICO-SOCIAL

MESURES CONTRACTUELLES

Services d'accompagnement
à la vie sociale
SAVS

Accompagnement social
lié au logement
ASLL

Mesure d'accompagnement
social personnalisé
MASP AVEC GESTION

Accueil familial pour personnes
âgées et personnes
handicapées

Action « Parcours en mouvement'S »
PEM'S



PROTECTION JURIDIQUE

MESURES JUDICIAIRES

Protection juridique des majeurs
(sauvegardes de justice, curatelles,
tutelles, mesures ad hoc)
PJM

Mesure d'accompagnement
judiciaire
MAJ

ANIMATION ET PARTICIPATION AU PILOTAGE DU GROUPEMENT DE COOPÉRATION « CAP SANTÉ MENTALE »

Fondé à parité avec le CHGR, sa finalité est de déployer des actions pour l'inclusion des personnes en difficultés psychiques

MEMBRE DU GROUPEMENT DE COOPÉRATION SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL « UN CHEZ SOI D'ABORD »

A pour but de faciliter l'accès à un logement des personnes à la rue présentant des troubles psychiques sévères

PORTAGE CONJOINT AVEC AR ROC'H D'UN SERVICE DE PLACEMENT À DOMICILE « LE PAD'CÔTÉ »

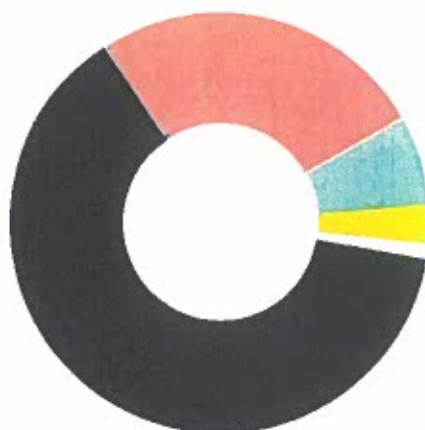
Prend appui sur l'intensité d'accompagnement au quotidien pour favoriser le maintien de l'enfant au domicile des parents

Visé par le Commissaire aux Comptes

Rapport d'activité 2024

Les financeurs de l'APASE

62%
Conseil
départemental 35



27% Direction
de la Cohésion Sociale

6% Participation
des majeurs protégés

3% CAF

2% Autres

Les valeurs de l'APASE et ses principes

L'association développe des services d'intérêt général et d'utilité sociale dans les champs social et médico-social afin de contribuer à protéger, éduquer, accompagner et favoriser l'inclusion.

Ces services visent à :

- Assurer aux enfants une éducation et des conditions de vie permettant leur épanouissement en favorisant autant que possible le maintien auprès de leur(s) parent(s).
- Soutenir l'intégration sociale des familles.
- Favoriser l'inclusion sociale et professionnelle, ainsi que l'autonomie de personnes adultes en grandes difficultés.
- Garantir les droits, les intérêts et les choix d'adultes souffrant de difficultés psychiques.
- Proposer des formes d'hébergement temporaire dans le cadre des actions éducatives ou de l'accueil familial pour adultes en situation de handicap.

Dans une préoccupation éthique, l'APASE souhaite prolonger ces valeurs sociétales :

Un engagement conjuguant éthique et responsabilité :

- Une attention permanente à notre mission de protection
- La valorisation de la responsabilité sur la base de délégations explicites
- La mobilisation de ressources pour le soutien aux professionnels
- La loi et son sens comme fondement pour l'action
- L'optimisation de l'utilisation des fonds publics

La considération de l'usager :

- La valorisation de ses capacités et compétences comme conviction
- L'empathie comme ressort
- Sa responsabilisation comme voie
- L'inclusion, l'autonomie et la citoyenneté comme perspectives

Le travail d'équipe comme ressource pour une qualité des interventions

La prise en compte d'une complexité des fonctionnements humains incompatible avec une prédictibilité rationnelle des comportements

L'acceptation du risque comme composante des trajectoires de vie.

En savoir + Retrouver le projet associatif et les orientations stratégiques 2020-2025 sur le site Internet www.apase.org

Visé par le Commissaire aux Comptes

Rapport d'activité 2024

Parmi les temps forts de 2024

Avril

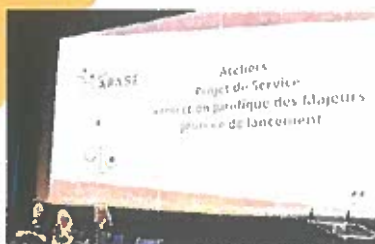
— Suite à la réforme récente, évaluation « nouvelle formule » du service de protection de l'enfance de l'APASE à partir du référentiel de la Haute Autorité de Santé. Une belle reconnaissance de l'engagement de chacun et de la qualité du service (plus d'informations page 32)

Juin



Février

— 16 février : journée de lancement de la révision du projet de service protection juridique des majeurs - des ateliers centrés sur la pratique et des table-rondes sur les évolutions du secteur ont eu lieu en présence d'Aurélie Lambillotte, responsable du service hébergement, logement, inclusion sociale et protection des personnes de la DREETS, d'Ange Finistrosa, président de la FNAT et de Benoît Eyraud, maître de conférences en sociologie



— 17 juin : réélection de l'APASE au sein du Conseil d'administration de la FNAT

— 4 juin : rencontre avec Yann Le Bossé, professeur titulaire au département des fondements et pratiques en éducation de l'Université Laval à Québec - en soutien à la démarche déployée au sein de l'association de Développement du Pouvoir d'Agir des Personnes et des Collectivités (DPA-PC)

— 6 juin : journée d'échange autour du projet de service protection juridique des majeurs dans les antennes, avec les professionnels, des personnes concernées et des partenaires

Visé par le Commissaire aux Comptes

Rapport d'activité

2024

Septembre

— 5 septembre : ouverture du service « PAD'côté » en coopération avec l'association Ar Roc'h pour l'exercice de 36 mesures de placement à domicile - un accompagnement éducatif intensif pour des enfants de 0 à 18 ans accompagnés par une équipe pluridisciplinaire sur les territoires de Betton, Melesse, Saint-Aubin et Liffré

— 25 septembre : 53 APASIENS, salariés et administrateurs, ont participé à la mobilisation nationale pour la protection de l'enfance à Paris, organisée par le collectif « Les 400 000 »



Novembre



— 15 novembre : l'APASE a participé aux Etats Généraux organisés par le regroupement des fédérations bretonnes « Soli-Ker Breizh » et a représenté la FNAT - les acteurs des solidarités en Bretagne se sont positionnés au regard du contexte pour placer la dignité des personnes et l'inconditionnalité des accompagnements des plus vulnérables comme des engagements fondamentaux et penser les modèles pour des politiques de solidarité ambitieuses pour demain

Octobre

— 18 octobre : l'Espace Rencontre Enfants-Parents (EREP) a organisé ses portes ouvertes - l'occasion de faire découvrir aux partenaires le service !

Décembre



— 3 décembre : la crémaillère du dispositif « Un chez soi d'abord », porté par un Groupement de Coopération Sociale et Médico-Social dont l'APASE est membre, s'est tenue à Rennes. Deux ans après son lancement, l'occasion de mettre un coup de projecteur sur ce dispositif innovant - un moment réflexif et festif !

Visé par le Commissaire aux Comptes

Règles, Méthodes et Principes comptables

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 14 051 K€

Le résultat net comptable est un déficit de 368 K€

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, et conformément aux règles de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du plan comptable général, au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations ainsi qu'au règlement 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Visé par le Commissaire aux Comptes

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Provisions réglementées (hors dérogatoires) : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.
- Provisions pour risques et charges : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.
- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

Comptabilisation de la variation des dépenses pour congés payés pour un montant de 92 K€. Le montant des provisions CP constatées à fin décembre 2024 est de 2 045 K€.

Fonds propres

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf, ...).

Visé par le Commissaire aux Comptes

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention. Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

L'entité gestionnaire distingue, dans ses fonds propres, les fonds propres restituables à des autorités de tarification par ses établissements selon les dispositions de l'article L. 313-19 du code de l'action sociale et des familles et dont l'affectation est soit décidée par une autorité de tarification selon les dispositions de l'article R. 314-51 du même code, soit réalisée conformément aux dispositions de l'article R. 314-234 du même code. Ces fonds propres constituent les fonds propres de l'activité sociale et médico-sociale sous gestion contrôlée.

Fonds dédiés

En application de l'article 132-1 du règlement 2018-06, la partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ». Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n°2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous.

Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

Concours publics et subventions d'exploitation

▪ Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

▪ Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits. Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent. Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance. Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et charges ».

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie. A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1er exercice ouvert à compter du 1er janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

Informations sur les transactions effectuées avec des personnes physiques ou personnes morales, dénommées contrepartie

En application de l'Art. 431-12 du règlement ANC 2018-06, l'entité fournit en annexe des informations sur les transactions qu'elle a effectuées avec des personnes physiques ou personnes morales, dénommées contrepartie :

- Désignation de la contrepartie ;
- La nature de la relation avec la contrepartie ;
- Le montant des transactions réalisées avec la contrepartie ;
- Toute autre information sur les transactions nécessaire à l'appréciation de la situation financière de l'entité. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux transactions courantes conclues à des conditions normales.

Les transactions figurant dans l'annexe remplissent la condition d'être non habituelles ou de ne pas être conclues à des conditions normales comme, par exemple une dotation à une fondation ou à un fonds de dotation, ou un apport en fonds propres à une autre entité. Ces transactions ne sont pas limitées à certaines contreparties (parties liées ou conventions visées à l'article L. 612-5 du code de commerce).

Aucune transaction de ce type n'a été conclue au cours de l'exercice.

Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

▪ Rémunération des dirigeants

La directrice générale est rémunérée en application de la convention collective en vigueur dans l'établissement.

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif », le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 € en 2024 car ils n'ont pas été rémunérés.

▪ Contributions et charges des contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

- La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme la valeur locative des mises à disposition de locaux.
- Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes :
- Nature de ces contributions : mise à disposition de biens,

Le temps passé par les bénévoles n'a pu faire l'objet d'une évaluation satisfaisante et reste peu significatif.

L'APASE a bénéficié d'une mise à disposition de locaux à titre gracieux pour un montant de 56K€ et un temps de bénévolat de **801 heures valorisées au SMIC chargé pour un montant de 14 K€.**

$801h \times 11,88 \text{ €} \times 1,5 \text{ (taux de charges)} = 14\,273,82 \text{ €}$

Les engagements de retraites et avantages assimilés

Le montant des engagements en matière d'indemnités de fin de carrière représente 1 754 K€, dette actuarielle au 31.12.24 dont 407 K€ alloués à un contrat en retraite ; calculée selon les éléments ci-dessous :

L'étude a pour objectif de déterminer le coût total de l'engagement pour l'Entreprise ainsi que les différentes possibilités de financement. L'étude est réalisée en euros courants.

La méthode de calcul utilisée est conforme à celle recommandée par le CNC (Conseil National de la Comptabilité) du 1er avril 2003 reprenant la méthode internationale exposée dans la norme IAS na 19.

Date d'évaluation :	01/01/2024
Droits des salariés calculés se basent : HANDICAPES (Etablissements et services pour personnes)	
Âge de départ à la retraite	
Cadres	64 ans
Non cadres	64 ans
Probabilité de vie au terme :	Table mortalité 00-02 hommes/femmes
Probabilité d'être présent au terme	Turnover faible
Évolution des salaires :	
Cadres	0,50 %
Non cadres	0,50 %
Charges sociales patronales :	
Cadres	57,00%
Non cadres	57,00%
Taux d'actualisation	3 %
Allocation d'actif	Profil Prudent : 100,00 %
Taux de rendement financier net Profil Prudent : 2,70 %	
<i>Définition de la probabilité de présence :</i>	
Le taux de rotation annuel permet d'intégrer les probabilités de démission ou de licenciement selon l'âge ou selon l'ancienneté.	
<i>Définition de la probabilité de vie :</i>	
La probabilité d'être en vie à la date du départ en retraite est déterminée en utilisant une table de mortalité.	

Immobilisations

TOUS

Exercice 2024 du 01/01/2024 au 31/12/2024

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit. Apports
Frais d'établissement de recherche et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	314 446.01		17 973.61
Immobilisations incorporelles	314 446.01		17 973.61
Terrains	744 420.00		
Constructions sur sol propre	6 607 759.16		
Constructions sur sol d'autrui			
Install générales, agenc. et aménag. des constructions	868 613.52		182 867.56
Installations techniques, matériel et outillage industriels	50 105.95		
Install générales, agenc. et aménag. divers			
Matériel de transport	1 064 409.20		230 424.39
Matériel de bureau et informatique, mobilier	765 656.58		42 260.92
Emballage récupérables et divers	191 059.15		38 956.10
Immobilisations corporelles en cours	131 379.15		15 316.32
Avances et acomptes			
Immobilisations corporelles	10 423 402.69		509 825.29
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participation	271 048.75		2 968.99
Autres titres immobilisés	1 000 000.00		
Prêts et autres immobilisations financières	110 448.05		34 403.61
Immobilisations financières	1 381 496.80		37 372.60
Total Général	12 119 345.50		565 171.50

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement de recherche et de				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		10 214.39	322 205.23	
Immobilisations incorporelles		10 214.39	322 205.23	
Terrains			744 420.00	
Constructions sur sol propre			6 607 759.16	
Constructions sur sol d'autrui				
Install générales, agenc. et aménag. des constructions	40 475.05	2 418.98	1 089 537.15	
Installations techniques, matériel et outillage industriels		3 646.80	46 459.15	
Install générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport		154 394.26	1 140 439.32	
Matériel de bureau et informatique, mobilier		57 705.96	750 211.52	
Emballage récupérables et divers		15 659.60	214 355.65	
Immobilisations corporelles en cours	-40 475.05		106 220.42	
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles		233 825.60	10 699 402.38	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participation		174.99	273 842.75	
Autres titres immobilisés			1 000 000.00	
Prêts et autres immobilisations financières		71 545.65	73 306.01	
Immobilisations financières		71 720.64	1 347 148.76	
Total Général		315 760.63	12 388 756.37	

Amortissements

TOUS

Exercice 2024 du 01/01/2024 au 31/12/2024

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement de recherche et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	88 534.90	42 159.30	10 214.39	120 479.81
Immobilisations incorporelles	88 534.90	42 159.30	10 214.39	120 479.81
Terrains				
Constructions sur sol propre	1 415 975.40	257 181.74		1 673 157.14
Construction sur sol d'autrui	524 293.39	37 327.62	2 418.98	559 202.03
Const. Inst. générales, agencements, aménagements divers	48 146.55	1 259.78	3 574.22	45 832.11
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres Inst. générales, agencements, aménagements divers				
Matériel de transport	907 635.70	104 069.56	154 394.26	857 311.00
Matériel de bureau, informatique, mobilier	581 962.79	75 035.17	57 364.88	599 633.08
Emballages récup et divers	115 260.20	33 013.76	15 659.60	132 614.36
Immobilisations corporelles	3 593 274.03	507 887.63	233 411.94	3 867 749.72
Total Général	3 681 808.93	550 046.93	243 626.33	3 988 229.63

Ventilations des dotations	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels	Dotat dérog	Repr dérog
Frais d'établissement de recherche et de développement					
Autres postes d'immobilisations incorporelles	42 159.30				
Immobilisations incorporelles	42 159.30				
Terrains					
Constructions sur sol propre	257 181.74				
Construction sur sol d'autrui	37 327.62				
Const. Inst. générales, agencements, aménagements	1 259.78				
Installations techniques, matériel et outillage					
Autres Inst. générales, agencements, aménagements					
Matériel de transport	104 069.56				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	75 035.17				
Emballages récup et divers	33 013.76				
Immobilisations corporelles	507 887.63				
Total Général	550 046.93				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				

Provisions

TOUS

Exercice 2024 du 01/01/2024 au 31/12/2024

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétrolier				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour investissement				
Provisions pour fluctuation des cours				
Amortissements dérogatoires				
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées	7 499.93			7 499.93
Provisions réglementées	7 499.93			7 499.93
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour chage sociales, fiscales sur congés à				
Autres provisions pour risques et charges	138 728.07	5 000.00		143 728.07
Provisions risques et charges	138 728.07	5 000.00		143 728.07
Provisions pour immobilisations incorporelles				
Provisions pour immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stock et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
Provisions pour dépréciation				
Total Général	146 228.00	5 000.00		151 228.00
Dotations et reprises d'exploitation		5 000.00		
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence				

Visé par le Commissaire aux Comptes

Créances et Dettes

TOUS

Exercice 2024 du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des créances	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	3 500.00	3 500.00	
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	16 443.09	16 443.09	
Personnel et comptes rattachés	2 592.99	2 592.99	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	6.35	6.35	
Etat, impôts sur les bénéfices			
Etat, TVA			
Etat, autres impôts			
Etat, créances diverses			
Groupes et associés			
Débiteurs divers	777 342.28	777 342.28	
Charges constatées d'avance	67 571.42	67 571.42	
Total général	867 456.13	867 456.13	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	300.00		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	600.00		
Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, - 5	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à un an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine	4 227 083.60	216 323.60	1 207 554.00	2 803 206.00
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	446 980.94	446 980.94		
Personnel et comptes rattachés	1 379 221.31	1 379 221.31		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 560 477.87	1 560 477.87		
Etat, impôt sur les bénéfices				
Etat, TVA				
Etat, obligations cautionnées				
Etat, autres impôts, taxes et assimilés	100 218.62	100 218.62		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	15 433.81	15 433.81		
Groupes et associés				
Autres Dettes	176 765.38	176 765.38		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	2 853.86	2 853.86		
Total général	7 909 035.39	3 898 275.39	1 207 554.00	2 803 206.00
Emprunts et dettes souscrit en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	234 080.18			
Emprunts dettes contractés auprès d'associés				

REPARTITION DES FINANCEURS 2024Chiffres en euros

	MEP - EEC	AGBF	Espace Rencontre	Protec Juridique	MASP	Accueil Familial	ASLL	ESTRAN	ALTAIR	PEMS	TOTAL	%
Conseil Départ. 35	11 954 523		20 238	18 860	345 354	230 843		553 416	1 172 360	90 000	14 385 595	62,21%
Autres CD	253 550										253 550	1,10%
DCS				6 267 919							6 267 919	27,10%
CAF		551 000	80 620				48 000				679 620	2,94%
DIVERS			1 803							201 378	203 181	0,88%
Ministère de la Justice			34 000								34 000	0,15%
Participation Mayeurs				1 301 217							1 301 217	5,63%
TOTAL	12 208 073	551 000	136 660	7 587 996	345 354	230 843	48 000	553 416	1 172 360	291 378	23 125 080	100,00%
%	52,79%	2,38%	0,59%	32,81%	1,49%	1,00%	0,21%	2,39%	5,07%	1,26%	100,00%	

Visé par le Commissaire aux Comptes

Exercice 01/01/2024 au 31/12/2024
Subventions

131100 SUBVENTION				139100 SUBVENTIONS INV			
SUBVENTION	MONTANT	DUREE	DEBUT AMORTISSEMENT	RAN	MONTANT REPRISE VIRE 777	139100 FIN EXERCICE	SOLDE 13
A nouveau au 01.01.12 CAF	76 224,51	50,00		42 685,720	1 524,490	44 210,21	32 014,30
CG 35 Les Glénans	27 835,00	20,00	2014	13 221,630	1 391,750	14 613,38	13 221,62
CG 35 plan de relance ST MALO	33 512,00	25,00	2016	10 723,840	1 340,480	12 064,32	21 447,68
SUBV AGEFIPH SAILLARD	2 099,81	10,00	2015	1 686,180	209,980	1 896,16	203,65
SUB AGEFIPH CHEMIN	3 118,76	10,00	2019	1 533,390	311,880	1 845,27	1 273,49
SUB AGEFIPH LEFRANCOIS	1 693,84	10,00	2019	818,690	169,380	988,07	705,77
SUB AGEFIPH JOUIE COSSET	1 478,64	10,00	2020	591,450	147,860	739,31	759,33
SUB AGEFIPH FONTENEAU ML / EQUIP. DOMICILE	1 000,00	10,00	2021	300,000	100,000	400,00	600,00
SUB AGEFIPH JOUIE COSSET / EQUIP. DOMICILE	1 000,00	10,00	2021	300,000	100,000	400,00	600,00
SUB AGEFIPH LUCAS V.	2 772,00	10,00	2021	831,600	277,200	1 108,80	1 663,20
SUB AGEFIPH Couffin V.	890,84	10,00	2021	267,250	89,080	356,33	534,51
SUBV ACHAT FOUGERES	200 000,00		2023				200 000,00
SUBV DUVAL LAURENCE	2 715,16	5,00	2023	543,030	543,030	1 086,06	1 629,10
SUBV BERTHELOT MARIE + DOMICILE+TRAVAIL	5 876,77	5,00	2023	1 175,350	1 175,350	2 350,70	3 526,07
				74 678,13	7 380,48	82 058,61	278 158,72
SOLDE 131100 360 217,33				SOLDE 139100 82 058,61			

Visé par le Commissaire aux Comptes

2024 APASE

Exercice 01/01/2024 au 31/12/2024

VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

nouveau compte	lib	début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
10210000	FONDS DE DOTATION AEMO	771			771
10210000	FONDS DE DOTATION ENQUETE	1 524			1 524
Total 10210000		2 295	-	-	2 295
10685200	Réserves MEP - EEC	111 278			111 278
10685200	Réserves AGBF	362 336			362 336
10685200	Réserves GESTION	1 108 138			1 108 138
10685200	Réserves PJ	397 717			397 717
Total 10685200		1 979 470	-	-	1 979 470
10685600	MEP/EEC	220 735			220 735
10685600	Réserves AGBF	201 108			201 108
10685600	Réserves PJ	538 244			538 244
10685600	Réserves SAVS ESTRAN	39 386	15 046		54 432
10685600	Réserves SAVS ALTAIR	122 361			122 361
Total 10685600	Reserves de compensation des déficits	1 121 834	15 046	-	1 136 880
10685601	ALTAIR	-	9 874		9 874
10685601	MEP	37 227	58 011	37 227	58 011
Total 10685601	Reserves à affecter n+1	37 227	67 885	37 227	67 885
10685722	Fougères	458 000			458 000
10685721	Glenans	814 938		58 210	756 728
10685720	Autres	239 173			239 173
10685720	MEP EEC	1 512 111	-	58 210	1 453 901
10685720	Réserves AGBF	307 351	9 197		316 548
10685723	Réserves amort N+1 AGBF	-			-
10685720	Réserves PJ	204 827	99 115		303 942
10685723	Réserves amort N+1 PJ	-			-

14/08/2024
dirige aux Comptes

nouveau compte	lib	début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
10685720	Réserves SAVS ESTRAN	6 565			6 565
Total 1068572.	Reserves de compensation des Amortissements	2 030 854	108 312	58 210	2 080 956
11000000	FONDS ASSOCIATIFS	1 112 304	14 215		1 126 519
Total 11000000		1 112 304	14 215	-	1 126 519
11000100	Prêts secours	65 825		14 215	51 610
Total 11000100		65 825	-	14 215	51 610
11050000	Ran MS AF	21 477		845	20 632
11050000	Ran MS ASLL	50 267	3 154		53 421
11050000	Ran MS MASP	-		84 301	135 373
11050000	Ran EEC	3 393			3 393
11050000	Ran AGBF	27 000			27 000
11050000	Ran SAVS ESTRAN	0,74			0,74
11050000	Ran PJ	118 213			118 213
11050000	Ran MEP	0,09			0,09
11050000	Ran EREP	26 562	744		27 306
11050000	Ran GESTION	112 396	280 080		392 476
11050000	Ran PEM	50 541	3 908,33		54 450
Total 11050000		358 779	287 886	85 146	561 519
11501200	Ran SAVS ESTRAN	-			-
11501200	Ran MEP	56 378	233 391	58 011	231 758
11501200	RAN PJ	22 612	881 854	8 603	895 863
11501200	ALTAIR	-			-
11501200	Ran AGBF	4 149	26 295	4 149	26 295
Total 11501200	resultat en attente affectation gestion contrôlée	83 139	1 141 540	70 763	1 153 916
11501201	FONDS ASSOCIATIFS ALTAIR	152 350			152 350
11501201	Ran AEMO année antérieures	186 015		1 633	184 382
Total 11501201	resultat en attente affectation gestion contrôlée	338 365	-	1 633	336 732

Visé par le
Commissaire aux Comptes

nouveau compte	lib	début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
11503000	Ran affecté aux mesures d'exploitation	-			-
Total 11503000	Ran affecté aux mesures d'exploitation	-	5 400	5 400	-
11592200	Résultat refusé MEP	833 617		129 366	- 962 983
11592200	Résultat refusé AF	-			-
11592200	Résultat refusé AGBF	23 277		15 612	- 38 889
11592200	Résultat refusé SAVS ALTAIR	32 897		14 751	- 47 648
11592200	Résultat refusé EEC	-			-
11592200	Résultat refusé PJ	535 552		125 866	- 661 418
11592200	Résultat refusé SAVS estran	22 205		19 398	- 41 603
Total 11592200	Depense refusées CP	1 447 547	-	304 993	1 752 540
11592800	Résultat refusé MEP	497 914		24 904	- 522 818
11592800	Résultat refusé AF	-			-
11592800	Résultat refusé EREP	-			-
11592800	Résultat refusé PJ	124 000	90 512	90 512	- 124 000
Total 11592800	depenses refusée autres	621 914	90 512	115 416	646 818
11900000	Ran GESTION	-			-
11900001	Ran ASL+MASP+AF	0			0
11900000	Ran MEP	135 526			- 135 526
11900000	Ran EREP	-			-
11900000	Ran PEMS	-			-
11900000	Ran SAVS ALTAIR	-			-
Total 11900000		135 526	-	-	135 526
Total général		5 050 970	1 725 396	687 604	5 962 897

par le Commissaire aux Comptes

2024

FONDS DEDIES

	Fonds à engager en début d'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur des ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	A - B + C
	Compte 194	78151		compte 194
Subventions de fonctionnement				
AEMO / EXPERIMENTATION	218 621	115 571		103 050
ENVELOPPE POINT CONSEIL BUDGET (PCB)	15 000			15 000
				-
				-
				-
Total (en €)	233 621	115 571	-	118 050

Visé par le Commissaire aux Comptes

Trésorerie

	Au bilan	Valorisation 31.12.2024
Valeurs mobilières de placement		
Valeurs mobilières	-	-
Total Valeurs mobilières de placement	-	-
Disponibilités		
Comptes Courants		570 994,31
LIVRET A aides financières CC		35 154,59
CE- COMPTE PIVOT PJ		710,94
Caisses		120,91
Total Disponibilités	-	606 980,75
CE CAT		1 000 000,00
TOTAL Trésorerie	0,00	1 606 980,75

Titres de Participation

	31/12/2023	Acquisition	Cession	31/12/2024
Parts sociales BPGO	12 152,00			12 152,00
Parts sociales crédit coop	258 746,75			258 746,75
UN CHEZ SOI D'ABORD	100,00			100,00
ALFADI	50,00			50,00
SKORANN (2024)		2 500,00		2 500,00
				-
Total Titres de participation	266 217,54	2 500,00	-	273 548,75

Visé par le Commissaire aux Comptes

APASE

Personnel présent au :		31-déc-23		31-déc-24	
Effectifs		Nombre	ETP	Nombre	ETP
Direction		2	2	2	2
Services du siège		14	13,8	17	16,4
Entretien		1	0,29	1	0,36
Directeur d'antenne		5	5	4	4
Chef de service		22	21,8	24	23
Psychologue		13	10,08	12	9,43
Travailleur social EF		149	145,05	149	145,55
Travailleur Social Adultes		39	36,6	37	34,8
Mandataire judiciaire		72	70	72	69,5
Secrétaire		54	50,94	60	56,94
Standardiste - Accueil		9	8,44	8	7,44
Comptable usagers		14	13,5	13	12,5
Total		394	377,5	399	381,92

Répartition par sites

Effectifs	Nombre	ETP	Nombre	ETP
Landelles	37	35,54	40	38,34
Rennes EF	91	87,3	96	92,75
Saint Malo	64	60,74	64	59,94
Redon	43	40,2	37	34,4
Fougeres	39	38,5	42	41,5
Vitre	35	33,3	35	33,3
Rennes Adultes	85	81,92	85	81,69
Total	394	377,5	399	381,92

Visé par le Commissaire aux Comptes

2024

Engagements financiers

31/12/2024	Engagements financiers données	Engagements financiers recus
Effets escomptés non échus		
Avals, Cautions et garanties		
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraite et assimilés		
Autres engagements		
Concernant l'emprunt de 4,5 M€ souscrit en 2023 :	422 708	
- Inscription de privilège de prêteur de deniers	3 804 375	
- Hypothèque		
Total des engagements financiers	4 227 084	

Visé par le Commissaire aux Comptes